

Méprises irakiennes

Alors que l'Irak devrait récupérer une souveraineté formelle le 30 juin prochain, des doutes de plus en plus sérieux pèsent sur la capacité qu'aura le nouveau gouvernement intérimaire à exercer une autorité réelle et légitime. Ces doutes, les États-Unis et l'administration Bush en sont les premiers responsables.

Pascal Fenaux

À part d'indécrottables nostalgiques du « socialisme arabe » et à part certaines coteries intellectuelles, aveuglées par un antiaméricanisme qui tient lieu de religion, toute personne informée, ouverte, sensée et sensible, savait que le renversement de Saddam Hussein et du régime baasiste serait accueilli avec un immense soulagement par une majorité d'Irakiens, toutes tendances politiques et toutes origines confessionnelles et linguistiques confondues. Dès lors, et en dépit de la légitimité contestable des Américains à mener leur guerre du printemps 2003,

nombreux sont ceux qui pensaient que les États-Unis s'engouffreraient dans cette fenêtre d'opportunité pour mener une politique qui rencontrerait leurs objectifs politiques et stratégiques et rencontrant les desideratas minimaux des Irakiens.

Las ! Non contents d'avoir mené une guerre dont les motifs, déjà hautement douteux, se sont en définitive révélés totalement fallacieux (recherche d'armes de destruction massive, lutte contre la nébuleuse Al-Qaida, etc.), les pyromanes de l'administration Bush sont, en outre, parvenus à s'aliéner en un temps excessive-

ment court l'opinion d'une majorité d'Irakiens. Si l'occupation américaine est ainsi devenue rapidement insupportable pour des segments de plus en plus larges de la société irakienne, ce n'est pas seulement à cause de l'identité américaine des fossoyeurs de la barbarie baasiste, ni seulement à cause d'un patriotisme irakien et d'un nationalisme arabe malmenés¹. C'est aussi, et surtout, à cause de l'incapacité et de l'absence totale de volonté des Américains à rencontrer une double exigence minimale et foncièrement légitime de la part d'une société écrasée et vaincue par trente-cinq ans de terreur d'État: la sécurité et la justice.

L'INSÉCURITÉ

Alors que les Irakiens avaient vécu des décennies durant dans la peur, le déni, le mensonge et l'insécurité exercée par les troupes de choc du parti Baas et autres « corbeaux » aux petits pieds, ces Irakiens, passée l'incrédulité face au renversement éclair de leurs anciens bourreaux, ont découvert une armée américaine qui a livré Bagdad aux pillards sans intervenir pour arrêter les exactions. Passons sur le fait que la rapidité avec laquelle les édifices publics ont été pris pour cible témoigne de l'illégitimité aux yeux des Irakiens des institutions renversées. Ces pillages ont fait régner une insécurité très concrète au sein d'une population avide de sécurité et de normalité après trente-cinq ans de terreur officielle, deux conflits armés extrêmement meurtriers et treize ans d'un embargo sans précédent dans les annales de la diplomatie. En l'absence de forces de sécurité irakiennes, une crimi-

nalité de droit commun sans précédent est également venue se greffer sur ces pillages.

Et, comme si ce n'était pas suffisant, les forces américaines et leurs maigres supplétifs irakiens se sont également révélées incapables ou mandatées pour assurer la sécurité du personnel politique irakien qui avait accepté de prendre langue avec elles pour entamer le chantier de la reconstruction et du retour à la souveraineté. Qu'on ne s'y trompe pas. Le personnel politique irakien dont il est ici question ne saurait être réduit à la nébuleuse d'affairistes irakiens revenus d'exil dans le sillage du Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi et de la C.I.A.

Car, au-delà de ce groupe minoritaire et désormais sur la touche, c'est la majorité du personnel politique irakien, encore en vie après trois décennies d'éradication baasiste, qui, acceptant la réalité de la présence américaine et la réalité de la disparition de l'ancien régime, a décidé de participer, bon an mal an, à la gestion de l'interrègne. Certaines tendances politiques sont ainsi parvenues à s'imposer comme interlocuteurs à un administrateur Paul Bremer qui s'en serait initialement bien passé, que l'on songe, par exemple, au parti de la Da'wa islamique, mouvement chiite impliqué dans les attentats anti-américains de Beyrouth en 1983 et dont le chef, vice-président de l'ancien Conseil intérimaire de gouvernement, Ezzeddine Salem, était assassiné dans un attentat suicide en mai dernier². Que l'on songe aussi au Parti communiste irakien, pratiquement éradiqué par le

¹ Prétexte à une véritable ruée des grandes sociétés américaines, la reconstruction de l'Irak a également provoqué l'arrivée (illégal) d'une centaine de sociétés israéliennes de matériel de sécurité, suscitant la rancœur de la population arabe et alimentant toutes les rumeurs de « grand complot ». Voir à ce sujet la longue enquête de Boaz Gaon parue dans le quotidien israélien *Maariv*, le 2 avril 2004 sous le titre ironique « Nos forces en Irak » et dont de larges extraits sont traduits dans le *Courrier international*, n° 703 du 22 avril 2004, sous le titre « Ces Israéliens qui font des affaires à Bagdad ».

² *Ha'Aretz*, 23 mai 2004.

Baas dans les années septante et quatre-vingt, tenant d'un patriotisme irakien (opposé au panarabisme) arabo-kurde et partisan d'un transfert rapide de souveraineté aux Irakiens et du départ de l'essentiel des troupes américaines. Que l'on songe enfin aux dirigeants de l'A.S.R.I.I. (Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak), le plus important courant politique chiïte, assassinés les uns après les autres dans de méga-attentats suicides.

Ces groupes politiques avaient accepté d'entrer dans un processus de négociation avec les Américains, mais ces derniers ont été incapables d'assurer leur sécurité face à des militants panarabistes, à des nostalgiques et obligés de l'ancien régime et à des militants islamistes sunnites ultraradicaux et menant en Irak une guerre par procuration contre l'Occident et contre les chiïtes. Et lorsque l'on dit que les Américains ont été incapables d'assurer la sécurité de courants politiques qui ne peuvent être raisonnablement qualifiés de « supplétifs » ou de « collaborateurs », la vérité impose peut-être de préciser que ce personnel politique s'est également vu dans l'incapacité d'assurer sa sécurité, l'armée irakienne ayant été dissoute au nom de la « débaasification » d'une institution militaire pourtant notoirement rétive au parti Baas.

À ce sujet, on ne peut que s'étonner de l'attitude irresponsable de certains élus de gauche européens (et belges) qui se sont piqués d'apporter leur soutien à « la » résistance irakienne « dans toute sa diversité³ », sans se soucier de savoir ce

qui, par-delà la résistance de certains secteurs de la minorité sunnite et celle de la milice de Moqtada al-Sadr, pouvait bien motiver des attentats suicides dont l'écrasante majorité des victimes désignées étaient et sont encore des civils irakiens et des hommes politiques irakiens. L'internationalisme, brandi par certains professionnels de la révolte par procuration, fait froid dans le dos quand il quitte l'espace des amphithéâtres universitaires pour s'acheter une posture sur le sang des autres...

Outre l'incapacité et l'absence manifeste d'intérêt américain à assurer la sécurité des Irakiens, il est un autre terrain sur lequel les États-Unis étaient attendus de pied ferme par les citoyens irakiens, c'est celui de la justice, justice pour une société déstructurée et avilie par trois décennies de terreur d'État.

L'INJUSTICE

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'attitude des Américains aura été jusqu'à aujourd'hui d'une irresponsabilité criminelle. Partis en croisade pour « la démocratie au Moyen-Orient », les faucons de l'administration Bush ont en fait foulé aux pieds ces valeurs démocratiques. Si le sort des détenus arabes de Guantanamo avait déjà fait couler beaucoup d'encre, cette situation était dans une certaine mesure « tolérée » par l'ensemble des opinions occidentales, eu égard à l'extrême gravité des crimes reprochés aux suspects et eu égard à l'onde de choc planétaire des attaques du 11 septembre 2001.

³ Voir le site <<http://www.iraq-resistance.net>>. Pour la liste des signataires, se rendre à l'adresse <http://www.iraq-resistance.net/article.php3?id_article=5>

La découverte d'un système de répression et de torture généralisé et codifié dans les prisons irakiennes gérées par les militaires américains et des supplétifs irakiens a, par contre, jeté un froid glacial dans l'opinion européenne et fait définitivement se retourner l'ensemble des opinions arabes, irakienne comprise, contre les États-Unis. À travers les prisonniers torturés et avilis par des nervis américains et irakiens, les militaires américains ont envoyé à l'ensemble des Irakiens un message sans équivoque qui, s'il ressort de l'inconscient, n'en est que plus terrible: « Vous ne faites pas partie de notre humanité et ni votre sort ni votre opinion ne nous intéresse. »

Surtout, au-delà de la réalité d'une torture érigée en système, l'administration Bush a commis un crime contre la vérité et contre la mémoire. Aujourd'hui, pour nombre d'Irakiens, le pénitencier d'Abou Ghreib a une identité double: de lieu central de la répression baasiste, cette prison de la banlieue de Bagdad (et ses équivalents dans toutes les provinces du pays) est devenue le symbole même de l'inhumanité de l'occupation américaine. Partant, les Américains ont perdu le peu de légitimité qui leur restait encore pour se maintenir physiquement en Irak.

Parler de crime contre la vérité et la mémoire n'a rien d'exagéré. Car, au-delà de l'opinion irakienne, c'est l'ensemble des opinions occidentales qui, par la faute de l'administration américaine, sont désormais dans l'incapacité d'exercer leur devoir de penser et de comprendre l'Irak du parti Baas. Dans la conscience des

Occidentaux et des Arabes non irakiens, Abou Ghreib est désormais le symbole de l'occupation américaine, par la grâce de caméras digitales qui n'étaient pas là pour filmer et immortaliser la réalité de la répression baasiste dont le pénitencier d'Abou Ghreib était pour une majorité d'Irakiens le symbole le plus sinistre. Le comportement criminel des militaires et des administrateurs américains est paradoxalement venu servir la cause aveugle de totalitarismes arabes et de certaines franges de la gauche radicale européenne en « effaçant » de la conscience la nécessaire instruction des crimes d'État commis par la dictature baasiste, des crimes sans précédent dans l'histoire des indépendances arabes.

Il faut dire que, dès les premiers jours d'administration américaine en Irak, les indices inquiétants s'étaient déjà accumulés quant au rapport particulier de l'administration Bush à la justice, indices relevés à leur plus grande incrédulité par les grandes O.N.G. internationales de défense des droits de l'homme. Quand la terreur exercée par l'ancien régime à commencer à se dissiper et bien que l'ancien président Saddam Hussein fût encore en fuite, les civils irakiens ont commencé à fouiller les commissariats, les prisons, les restes des ministères de la Défense et de l'Information à la recherche de traces de leurs proches disparus. Rapidement, aidés par certains professionnels étrangers, ces Irakiens ont découvert des centaines de charniers qui, selon les estimations des O.N.G. de droits de l'homme, renfermeraient les restes de trois-cent-mille civils au minimum.

Ces O.N.G., épaulées par des « comités de prisonniers libres », se sont alors adressées aux forces d'occupation américaines et britanniques pour qu'elles sécurisent et sanctuarisent les fosses communes, dans l'attente d'une instruction des crimes de l'ancien régime et dans l'espoir de convaincre les Irakiens de ne pas inhumer religieusement leurs proches retrouvés, quand leurs dépouilles étaient encore identifiables. Les responsables de la coalition anglo-américaine ont répondu par un silence assourdissant. Dans ces conditions, l'évocation sur le site Internet de la coalition, photos à l'appui, de la sécurisation d'une immense fosse commune découverte à Musayeb (banlieue nord de Nadjaf) a quelque chose de gênant, vu le peu d'empressement manifesté par les troupes d'occupation à permettre aux Irakiens de se rendre justice.

Pour que la boucle soit bien bouclée, c'est le sort des anciens responsables baasistes qui pose désormais question. Contrairement à ce que certains pétitionnaires⁴ (dont certains élus belges et français, signataires d'un texte demandant la libération de Tarek Aziz) voudraient faire passer comme message, l'illégalité et l'illégitimité définitives de la guerre menée par Washington et Londres au printemps dernier ne devraient pas pour autant permettre aux responsables baasistes d'échapper à la justice et de ne pas rendre des comptes à leurs victimes.

L'ennui, c'est que, si les dignitaires de l'ancien régime semblent bien promis à passer en justice, cette justice risque bien d'être expéditive. En effet, aucune diplo-

matie européenne ne semble davantage intéressée que les Américains à traduire les anciens responsables irakiens devant un tribunal pénal international ad hoc, sur le modèle de ceux mis sur pied par l'O.N.U. pour instruire les crimes de génocide commis en ex-Yougoslavie et au Rwanda. Car il faut bien voir que le lent rapprochement entre une administration américaine aux abois et l'Union européenne se fonde, entre autres, sur un intérêt commun et bien compris : ne pas instruire le soutien économique, technologique et militaire dont l'Irak baasiste a bénéficié dans les années septante et quatre-vingt de la part des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne fédérale.

Les dignitaires de l'ancien régime irakien devraient donc, et selon toute vraisemblance, être jugés par un tribunal irakien. Dès lors que la Constitution provisoire irakienne officialise la peine de mort et dès lors que les institutions judiciaires irakiennes n'ont de judiciaire que le nom, il y a fort à craindre que ce procès nécessaire ne débouche sur rien d'autre qu'une catharsis et une vengeance, mais pas sur un travail de mémoire. En l'absence d'un acte de justice indépendant et exhaustif, les Irakiens vont se voir privés de mémoire et privés de toute capacité à sortir d'un monde de peurs et de rumeurs. Concrètement, les Irakiens vont se voir dans l'incapacité d'identifier leurs anciens bourreaux et les anciens complices de ces derniers, et, partant, dans l'incapacité de bâtir un Irak futur sur la transparence, la confiance et la réconciliation.

⁴ Pétition émanant des Amitiés franco-irakiennes du publiciste pro-baasiste Gilles Munier. Voir le n° 14 de *France-Irak Actualités*, reproduisant la liste des signataires en p. 8 téléchargeable à l'adresse <<http://www.iraqactual.com/divers/BulletinIrak14.pdf>>

PERTES ET FRACAS

Cette transparence serait pourtant bien nécessaire pour retisser des liens sociaux qui dépassent le cadre des appartenances tribales, régionales, confessionnelles et linguistiques. En trente-cinq années de totalitarisme et de terrorisme d'État, le Baas irakien a détruit le seul acquis de la monarchie hachémite et de la première république : le développement d'un patriotisme irakien qui surplombait les identités confessionnelles (chiites, sunnites, chrétiens, etc.) et linguistiques (arabes, kurdes et assyro-chaldéens). Déjà, dans notre dossier consacré à la crise irakienne en octobre 2002, nous nous posions la question suivante : « L'éventuel renversement du régime irakien, sous l'effet d'une attaque américaine et/ou occidentale ou sous l'effet d'une implosion du régime, posera donc la question de la succession et de la construction. En l'absence d'une société civile et politique en Irak, comment les Irakiens, individuellement et collectivement, parviendront-ils à se définir ? Et à quelles conditions un gouvernement irakien à la fois représentatif et responsable pourra-t-il être érigé sur pareilles ruines ? Cette question risque de rester ouverte bien plus longtemps qu'on ne le croit. Il est tout simplement à espérer que la

réponse n'y sera pas une guerre civile aussi meurtrière que trente-quatre ans de "résurrection arabe socialiste" ».

Désormais, dans un Irak restructuré par les Américains sur des bases confessionnelles et ethniques tout à fait exclusives, les Irakiens semblent devoir être promis à une période de violences, d'instabilité et de règlements de compte. Dans ce sinistre décor, on peut déjà citer trois perdants : les États-Unis, durablement disqualifiés au Moyen-Orient ; l'Irak, laissé seul face à ses fantômes ; et les libéraux arabes, dont le discours sur la démocratie s'est discrédité face à leurs opinions et s'est fracassé contre une administration Bush qui a fait du cynisme et du missionnarisme un mélange dangereusement volatil. Ce qui promet aux Occidentaux, des deux côtés de l'Atlantique, des lendemains qui déchantent. ■

21 juin 2004.